

Département Seine-Saint-Denis - Ville du Raincy

DELIBÉRATION N°14/2026

**OBJET : FIXATION DU NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

Le Conseil municipal,

Entendu l'exposé de M. Nicolas Rondepierre relatif à la fixation du nombre de membres au sein du Conseil d'administration du centre communal d'action sociale ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-1, L. 2122-2, L. 2122-4, L. 2122-7, L. 2122-8, L. 2122-10 ;

Vu des articles L.123-6 et R.123-7 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°03-2026 du 28 mars 2026 portant élection du Maire ;

Considérant le renouvellement du Conseil municipal ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de fixer le nombre de membres appelés à siéger au Conseil d'administration du CCAS,

Considérant que le Maire en est le président de droit.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, **à l'unanimité**, fixe le nombre de membres du Conseil d'administration du CCAS à quatorze (14) membres, en plus du Maire, en nombre égal de membres élus - sept (7) et de membres nommés - sept (7).

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet et Monsieur le Trésorier.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Raincy, le 16 avril 2026

Le maire de la ville du Raincy
Nicolas Rondepierre

La secrétaire de séance
Amélia Morise-Zambrano



DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

